



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Ageval

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association Ageval

230 Bis Avenue Désandrouins - 59300 VALENCIENNES

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Association Ageval

230 Bis Avenue Désandrouins - 59300 VALENCIENNES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'Association Ageval,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Ageval relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 19 mai 2026

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

Association Ageval

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2025

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	32 928	32 928		
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	299 251	143 358	155 893	183 120
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 119 121	883 988	235 133	302 457
	Autres immobilisations corporelles	1 579 364	1 303 422	275 942	418 221
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	288 993		288 993	273 795
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	132 158		132 158	132 158
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	1 245		1 245	1 215
	Prêts	2 000	2 000		
	Autres immobilisations financières	30 716	915	29 801	29 801
TOTAL (II)		3 485 775	2 366 610	1 119 165	1 340 766
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	854 922	60 359	794 563	1 524 413
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	412 781		412 781	1 352 180
	Charges constatées d'avance	15 127		15 127	13 327
	Valeurs mobilières de placement	50 000		50 000	
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	1 941 028		1 941 028	785 879
TOTAL (III)		3 273 858	60 359	3 213 499	3 675 800
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	6 759 633	2 426 969	4 332 664	5 016 566

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	113 066	113 066
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	2 639 770	2 639 770
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	(272 095)	(301 752)
	Excédent ou déficit de l'exercice	33 060	29 657
	Total des fonds propres (situation nette)	2 513 800	2 480 740
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	237 802	283 495
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	237 802	283 495
	Total des fonds propres	2 751 602	2 764 235
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	83 128	162 344
	Provisions pour charges	57 789	54 832
	Total des provisions	140 917	217 176
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	200 075	215 964
	Emprunts et dettes financières divers (2)	353	289
	Instrument financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	167 952	183 171
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	761 681	964 194
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	309 915	225 403
	Produits constatés d'avance (1)	169	446 133
	Total des dettes	1 440 144	2 035 154
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	4 332 664	5 016 566
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	33 059,71	29 656,59
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	1 339 920	1 927 119
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	92	408
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	97 407	105 003
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	2 904 894	3 262 846
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	9 226 182	9 577 908
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	4 400	4 300
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	95 720	194 092
	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 080	
	Autres produits	19 029	10 265
Total des produits d'exploitation		12 348 803	13 154 821
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements	31 699	39 309
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	2 030 364	2 224 095
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	182 013	208 084
	Salaires	8 587 696	8 926 111
	Cotisations sociales	1 112 426	1 136 559
	Dotation aux amortissements et dépréciations	281 330	314 573
	Dotation aux provisions	32 161	74 628
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	91	
	Autres charges	40 795	20 731
Total des charges d'exploitation		12 298 575	12 944 090
RESULTAT D'EXPLOITATION		50 227	210 731

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		50 227	210 731
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	42 700	
	Reprises sur dépréciations et provisions	64	
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		96
Produits des immobilisations financières cédées			
Total des produits financiers		42 764	96
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	59 932	5 479
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières		59 932	5 479
RESULTAT FINANCIER		(17 168)	(5 383)
RESULTAT COURANT avant impôts		33 060	205 348
	Produits exceptionnels		771 189
	Charges exceptionnelles		946 880
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(175 691)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		12 391 567	13 926 106
TOTAL DES CHARGES		12 358 507	13 896 450
EXCEDENT ou DEFICIT		33 060	29 657
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe libre

Etat exprimé en euros

INFORMATIONS GENERALES ET FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL ET DES ACTIVITES

L'AGEVAL, Association de Gestion de l'Environnement du Valenciennois, est une association loi 1901 qui a été créée en 1996 et qui a pour objet de :

- De participer à l'insertion professionnelle des demandeurs d'emplois les plus exclus par l'utilisation de toutes mesures en contrats aidés dans les domaines suivants :
 - Travaux d'entretien et de valorisation d'espaces collectifs publics ou privés
 - Travaux de protection et de valorisation de l'environnement
 - Travaux de protection et de valorisation du patrimoine
- De mettre en oeuvre tous les moyens en terme de suivi et d'accompagnement social, de formation et de prospection des entreprises pour atteindre l'objectif précédent.
- De favoriser le développement personnel de chacun et les relations entre membres et salariés de l'association en les soutenant dans la pratique d'activités physiques et sportives, culturelles et artistiques.

L'AGEVAL est une association porteuse d'Ateliers Chantiers d'Insertion (ACI) et est donc régie par les textes légaux applicables aux associations et également aux textes spécifiques relatifs aux Ateliers et Chantiers d'Insertion. Les modalités de fonctionnement de ces structures sont régies par la circulaire DGEFP n°2005-41 du 28 novembre 2005.

Les ACI sont des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

Toutes les SIAE doivent conclure une convention avec l'Etat. Les demandes de conventions sont instruites par les DIRECCTE et font l'objet d'un avis du Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE).

Au titre de l'année 2025 , l'association AGEVAL a mis en oeuvre les ACI suivants :

- Propreté urbaine (PU),
- Les espaces verts,
- Régie polyvalente (bâtiment)
- VRD environnement
- Atelier menuiserie
- Atelier polymaintenance
- Marchés d'insertion JEV - Gestion Urbaine divers
- Maraichage
- Bâtiment

Annexe libre

Etat exprimé en euros

- Renouveau bassin minier

Toutes les personnes embauchées doivent avoir été agréées par Pôle emploi pour ouvrir droit aux aides auxquelles les employeurs peuvent prétendre : l'aide au poste.

Le salarié est recruté en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) pour une durée minimale de 4 mois renouvelable dans la limite de 24 mois. La durée de travail hebdomadaire peut aller de 24 heures minimum à 35 heures.

- En mai 2024, l'association a obtenu l'agrément Entreprise d'Insertion pour l'atelier menuiserie pour 1.55 ETP. Le secteur a été intégré au secteur fiscalisé.

L'AGEVAL a accueilli 860 CDDI en 2025.

FAITS SIGNIFICATIFS ET INFORMATIONS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits marquants de l'exercice

Néant

Les contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature sont non significatives et ne constituent donc pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité. Elles ne font donc pas l'objet d'une valorisation et d'une comptabilisation.

FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **4 332 664** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **12 391 567** euros
 - un total charges de **12 358 507** euros
 - dégage un résultat de **33 060** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2025**
- finit le **31/12/2025**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **Association AGEVAL** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément au règlement ANC 2014-03 et ses règlements modificatifs ainsi que ses adaptations aux associations et fondations conformément au règlement 2018-06 et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général.

Le bilan de l'exercice présente un total de **4 332 664 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **12 391 567 euros** et un total **charges** de **12 358 507 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **33 060 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- indépendance des exercices.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre :

A compter de l'exercice clos le 31 décembre 2025, l'association applique le règlement ANC n°2022-06, modifiant le Plan Comptable Général, lequel supprime l'utilisation des comptes de transferts de charges (791, 796, 797). Le règlement modifie également la définition et le périmètre du résultat exceptionnel.

La suppression des transferts de charges ainsi que la nouvelle définition du résultat exceptionnel constituent des changements de méthodes comptables résultant de l'application d'une nouvelle réglementation comptable.

Le tableau de reclassement des comptes ci-dessous :

Ancien compte	Nouveau compte
671 000	658 000
771 000	758 000
791 000	649 100

Les opérations anciennement comptabilisées en transferts de charges sont désormais enregistrées en produits d'exploitation (comptes 708, 758) ou en diminution des charges concernées, conformément à leur nature économique.

Conformément au règlement ANC 2022-06, le résultat exceptionnel est désormais limité aux seuls produits et charges présentant un caractère à la fois significatif et non lié à l'exploitation courante de l'entreprise

En conséquence, certaines opérations auparavant comptabilisées en résultat exceptionnel sont

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

désormais enregistrées en résultat d'exploitation ou en résultat financier.

Sont notamment concernées les opérations de cessions d'immobilisations, dont les produits et charges afférents sont désormais comptabilisés en résultat d'exploitation.

Cette évolution modifie la présentation du compte de résultat sans remettre en cause le résultat comptable.

Afin d'assurer une meilleure comparaison entre les exercices 2024 et 2025, nous vous proposons le tableau ci-après, qui présente les impacts du nouveau règlement comptable sur les comptes 2024 :

	déc-25	déc-24	variation	déc-24
		certifié		retraité
	rgt 2022-06	rgt 2014-03		rgt 2022-06
Transfert de charges	-	143 386	- 143 386	-
Produits de gestion courante	19 029	10 265	50 925	61 190
Salaires et traitements	8 587 696	8 926 111	- 143 386	8 782 725
Charges de gestion courante	1 409	273	825 981	826 254
Produits exceptionnels	-	50 925	- 50 925	-
Charges exceptionnelles	-	825 981	- 825 981	-

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

	Mode	Durée d'utilisation
Logiciels	linéaire	1 an
Construction	linéaire	Structure : 20 à 40 ans Menuiseries extérieures : 20 ans Chauffage-électricité : 15 à 25 ans Plomberie Sanitaire : 15 à 25 ans
Matériel industriel	linéaire	5 à 10 ans
Outillage industriel	linéaire	3 ans
Installations générales	linéaire	3 à 20 ans
Matériel de transport	linéaire	3 à 5 ans
Matériel de bureau	linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	linéaire	3 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés

Les titres de participations sont évalués à leur prix d'acquisition ou de souscription. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres informations

Les engagements de retraite ont été provisionnés à hauteur de 57 789 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- age de départ à la retraite : 64 ans
- probabilité de présence jusqu'à la retraite
- taux d'actualisation : 3.96 %
- taux évolution des salaires : 1%

Les provisions pour risque concernent :

- un risque de reversement de subventions pour 20 K€
- des risques sociaux pour 63 K€

Immobilisations

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	32 928					32 928
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	32 928					32 928
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement	299 251					299 251
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 095 836		42 101		18 816	1 119 121
	Instal., agencement, aménagement divers	428 698				8 938	419 760
	Matériel de transport	1 081 646				21 678	1 059 969
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	99 103		2 489		1 957	99 635
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	273 795		15 199			288 993
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 278 328		59 788		51 388	3 286 728
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations	132 158					132 158
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés	1 215		30			1 245
	Prêts et autres immobilisations financières	32 716					32 716
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	166 089		30			166 119
TOTAL		3 477 345		59 818		51 388	3 485 775

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Autres			32 928			32 928
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			32 928			32 928
CORPORELLES						
Terrains						
Constructions sur sol propre						
sur sol d'autrui						
instal. agencement aménagement			116 131	27 227		143 358
Instal technique, matériel outillage industriels			793 379	110 273	19 664	883 988
Autres Instal., agencement, aménagement divers			257 526	27 477	8 938	276 065
Matériel de transport			839 152	112 786	21 678	930 260
Matériel de bureau, mobilier			94 549	4 509	1 960	97 097
Emballages récupérables et divers						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES			2 100 736	282 272	52 240	2 330 768
TOTAL			2 133 664	282 272	52 240	2 363 696

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	54 832	2 957		57 789
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	162 344	29 204	108 420	83 128
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		217 176	32 161	108 420	140 917
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	2 915			2 915
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers	90 359		30 000	60 359
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	93 274		30 000	63 274
TOTAL GENERAL		310 450	32 161	138 420	204 191
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			32 161	95 720 42 700	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros
Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	2 000		2 000
	Autres immobilisations financières	30 716		30 716
	Clients, usagers douteux ou litigieux	74 541	74 541	
	Autres créances clients, usagers	780 381	780 381	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	7 281	7 281	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée	7 281	7 281	
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	380 969	380 969	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	17 251	17 251	
	Charges constatées d'avance	15 127	15 127	
	TOTAL DES CREANCES	1 315 546	1 282 830	32 716
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	200 075	99 851	100 224	
	Emprunts et dettes financières divers	353	353		
	Fournisseurs et comptes rattachés	167 952	167 952		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	263 264	263 264		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	444 935	444 935		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	5 629	5 629		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	47 852	47 852		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	309 915	309 915		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	169	169		
	TOTAL DES DETTES	1 440 144	1 339 920	100 224	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		100 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		115 889			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise	113 066				113 066
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	2 639 770				2 639 770
Autres réserves					
Report à nouveau	(301 752)	29 657			(272 095)
Excédent ou déficit de l'exercice	29 657	(29 657)	33 060		33 060
Situation nette	2 480 740		33 060		2 513 800
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	283 495			45 693	237 802
Provisions réglementées					
TOTAL	2 764 235		33 060	45 693	2 751 602

Charges à payer

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		366 490
Emprunts et dettes financières divers <i>INTERETS COURUS NON ECHUS</i>	353	353
Dettes fournisseurs et comptes rattachés <i>FOURN. FACTURES NON PARVENUES</i>	71 891	71 891
Dettes fiscales et sociales <i>REMBOURSEMENT CHARGES</i> <i>PROVISION POUR CONGES PAYES</i> <i>PERSONNEL AUTRES CHARGES</i> <i>CS SUR PROVISION CONGES PAYES</i>	30 216 237 20 875 52 557	289 698
Autres dettes <i>CHARGES A PAYER</i>	4 548	4 548

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		399 146
Autres créances clients <i>CLIENTS FACTURES A ETABLIR</i>	<i>11 428</i>	11 428
Autres créances <i>FOURN. RRR A OBTENIR</i> <i>Etat-Subventions à recevoir 2023 et suivants</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR 2024</i> <i>SUBVENTIONS A RECEVOIR 2025</i> <i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>928</i> <i>39 347</i> <i>31 594</i> <i>310 028</i> <i>5 822</i>	387 718

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	11 428	58 118	(46 690)	-80,34
Autres créances	387 718	1 227 735	(840 016)	-68,42
TOTAL	399 146	1 285 852	(886 706)	-68,96

A la clôture, il reste également 76 747 € d'ASP CDDi à recevoir.

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		15 127	15 127
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			15 127

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		169	169
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			169

Les produits constatés d'avance correspondent principalement aux subventions pluriannuelles :
-subvention département 2025 pour 406 K€
- Subvention CHV 2025 pour 39 K€

Rémunérations des Dirigeants

Etat exprimé en euros

31/12/2025

Rémunérations des membres :

- des organes d'administration
- des organes de direction
- des organes de surveillance

En application du principe du respect du droit des personnes, cette information n'est pas toujours servie, car elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

Effectif au 31/12/2025

Nombre de salariés :	554
dont	
Permanents :	41
CDDI :	513

Détail des ressources

	<u>2025</u>	<u>2024</u>
70 Ventes produits	94 407	105 003
70 Prestations de services	2 904 894	3 262 846
74 Subventions	993 811	1 017 137
73 Contributions financières (aides aux postes)	8 232 370	8 560 771